

Droit de grève en berne, cadeaux fiscaux de près de 15 milliards d'euros pour, en grande partie, les 10 % de contribuables les plus fortunés, réforme de l'Etat, attaque frontale contre le Statut général et la Fonction publique, ne pas remplacer un agent sur deux, pouvoir d'achat en baisse de 6 % depuis 6 ans, travailler plus pour canner plus, franchises médicales, allongement de la durée de la cotisations retraite, augmentation de la charge et de la durée du travail...

Sous couvert de modernisation, et loin de tout progrès, Nicolas Sarkozy prône en fait aujourd'hui pour la Fonction publique un retour en arrière de plusieurs décennies !

Fonction publique : ne pas remplacer un départ sur deux

Le gouvernement a arrêté son programme en ce qui concerne la Fonction publique, la réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration. **Les logiques comptables et budgétaires conditionnent tout le dispositif.**

En 2006, 9500 postes supprimés.

En 2008, 22 800 suppressions de postes qui sont programmés.

Bref, 175 000 suppressions annoncés pour les 5 prochaines années.

Les économies attendus de ces mesures devraient atteindre 400 millions d'euros en 2008, puis 700 à 800 millions chaque année, pour les suivantes. Ceci doit être mis en regard avec **les 15 milliards d'euros d'exonérations fiscales accordées cet été par la loi et qui, pour plus de la moitié, bénéficient aux 10% de contribuables les plus fortunés.**

Le pouvoir d'achat des agents sera réévalué « *par la redistribution à hauteur de 50 % des économies réalisées par les suppressions d'emplois* ». En moyenne, 15 euros par agent et par mois !

rappel : la valeur du point d'indice de la Fonction publique a été **décrochée de 6 % par rapport à l'inflation sur les 6 dernières années**, ce qui représente environ **un mois et demi par agent en pertes cumulées.**

Ce plan de rigueur est évidemment porteur de graves menaces pour la Nation et les intérêts de tous les citoyens

Ministère de la Culture : 2002-2007, on frise 1000 emplois en moins

Pour le ministère de la Culture, déjà fortement mis à mal ces 5 dernières années et en situation de sous-effectif avéré, **de nouvelles suppressions d'emplois signifieraient indiscutablement abandons de missions, externalisations, privatisations.**

Dans un tel contexte, et avec un calendrier de travail à ce point resserré pour cette nouvelle réforme de l'Etat, **la restructuration en profondeur de l'administration de notre ministère qui vient de s'engager ne peut que susciter de très vives inquiétudes.**

D'après nos informations, il serait en particulier fortement question, pour réaliser des économies d'échelle, d'opérer **plusieurs fusions entre directions d'administration centrale** en articulation avec les trois programmes de la LOLF du ministère de la culture, suivant le principe récemment énoncé par N. Sarkozy de **supprimer un directeur d'administration centrale sur deux**.

Concernant les services déconcentrés du ministère, ceux-ci pourraient, à brève échéance, se voir **absorbés au sein de services interministériels départementaux sous l'autorité des préfets**.

Il faut aussi probablement s'attendre à de **nouvelles transformations de services en établissements publics** (notamment dans le secteur des musées), ceci permettant notamment de développer plus encore **l'apport de financements privés** pour faire fonctionner ces structures.

Archéologie : fouiller une fouille sur deux ? !

Bilan 2007 : 1953 ETP auront été engagés pour permettre à l'établissement de répondre au mieux à ses missions. C'est une évidence que la mobilisation des personnels a permis de décoincer la situation dès le printemps. En tout, ce sont 200 ETP CDD qui viennent s'ajouter au 1753 ETP CDI.

Budget primitif 2008 : les besoins opérationnels sont encore bien supérieurs aux capacités de l'établissement. **La CGT a demandé au ministère de tenir compte de cette situation et que les moyens alloués à l'établissement pour le 1er janvier 2008 soient à la hauteur des besoins.**

Un ministère rantanplan : pour l'heure, discipline gouvernementale oblige, le ministère de la culture manque légèrement d'audace puisque le budget ne prévoit que **1753 ETP soit 200 ETP de moins qu'en 2007** (CTP Ministériel du 27 septembre, DAPA)

2007 a vu l'intégration et le recrutement de plusieurs centaines d'agents. Le **budget de l'archéologie** est infime et **toute perspective d'économie** (cf. déclaration Copé, député UMP) **aurait des conséquences catastrophiques, tant pour la recherche, la valorisation que le diagnostic (90 000 jours homme en tout) ; en clair, pour l'archéologie préventive tout entière.**

Pour défendre les missions du ministère et le service public, le SGPA CGT est pleinement déterminé à prendre toute sa place et à tout mettre en oeuvre pour construire au plus vite la résistance et la riposte qui s'imposent.

Contrairement à ce que veut laisser entendre le gouvernement , tout est encore loin d'être joué ! Une mobilisation puissante des personnels, à la hauteur de l'agression dont le service public et ses agents font aujourd'hui l'objet, peut permettre d'entraver ces funestes projets. En faisant grève le 18 octobre 2007.

Paris, le 11 octobre 2007

Le SGPA CGT dépose un préavis de grève pour la journée du 18 octobre 2007